

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Paix-pour-la-Colombie-Il-n-y-a-pas-de-democratie-la-ou-il-y-a-de-la-misere-il-n-y-a-pas-de-paix-la-ou-il-y-a-de-l-oppression-Les-Farc>

**Paix pour la Colombie : "Il n'y
a pas de démocratie là où il y a
de la misère, il n' y a pas de
paix là où il y a de
l'oppression" Les Farc.**

Date de mise en ligne : lundi 8 octobre 2007

- Les Cousins - Colombie -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Raul Reyes et Andrés Pastrana [dialogues 1998-2002] Raúl Reyes a écrit, dans une lettre dirigée à tous les gouvernements du monde. Ils affirment leur volonté de dialogue. "De notre part il y a, ayez-la certitude, la disposition la plus absolue pour le dialogue et l'entente. Nos approches révolutionnaires nous indiquent que seulement avec la participation de tous les Colombiens et toutes les colombiennes nous pourrons transformer notre patrie souffrante en une (patrie) où fleurissent la vie en commun pacifique et la liberté", indique le Chef de la Commission Internationale de cette organisation insurgée.

[Leer en español](#)

ANNCOL : Pour l'information de tous les gouvernements et des lecteurs en général nous publions cette lettre connue par ANNCOL aujourd'hui, le jeudi 6 septembre.

Lettre ouverte

Recevez, messieurs les représentants des gouvernements du monde, un salut bolivarien des Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie - l'Armée du Peuple. A cette occasion nous nous adressons à vous, les Présidents, Premiers Ministres et Chefs de l'État, dans le but de vous inviter à contribuer dans la construction de la Paix avec la Justice Sociale en Colombie grâce à la reconnaissance du statut social de belligérant que notre organisation guerrillera, les FARC - EP, a conquis à travers plus de quarante ans de résistance et de lutte pour les droits du peuple colombien.

Nous croyons, en tant que révolutionnaires que nous sommes, à la possibilité de trouver une sortie politique à cette guerre qui ensanglante la Colombie. De notre côté il y a, ayez-en la certitude, la volonté la plus absolue pour le dialogue et l'entente. Nos approches révolutionnaires nous indiquent que seulement avec la participation de tous les Colombiens et toutes les colombiennes que nous pourrons transformer notre patrie souffrante en une patrie où fleurissent la vie en commun pacifique et la liberté.

Notre vocation de paix reste toujours indemne, puisque nous sommes une organisation politique militaire levée en armes contre le despotisme de ceux qui pensent que gouverner se réduit à l'acte ignoble de réprimer sauvagement les expressions de non-conformité qui surgissent, inévitablement, conséquence de la faim et de la misère imposée aux majorités populaires. Nous sommes un peuple en armes ; nous sommes l'armée de ce peuple qui, inspiré de l'exemple du Libérateur Simón Bolívar, s'est levé contre la violente classe gouvernante de notre pays, à la recherche d'améliorations profondes pour la vie des Colombiens.

Mais notre volonté de paix pour la Colombie a buté, à plusieurs reprises, contre l'obstacle d'une chapelle va-t-en-guerre enkystée au pouvoir. Ce groupe, appuyé financièrement et militairement par les États-Unis, a à sa tête aujourd'hui, l'actuel président Álvaro Uribe Vélez, qui est arrivé, jusqu'à l'extrémité de légaliser les paramilitaires - assassins impitoyables de milliers de Colombiens - afin de conserver le pouvoir et les bienfaits économiques que celui lui rapporte (en incluant, bien sûr, l'affaire du trafic de stupéfiants). Le soi-disant scandale du narco-para-politique est à l'ordre du jour dans notre pays, au point qu'on peut écouter parler l'un des plus grands assassins des Colombiens sans défense, le chef paramilitaire Salvatore Mancuso, réclamer des privilèges pour avoir commis ses atrocités, une défense de l'État. Et qui peut le nier : le paramilitarisme et le trafic de stupéfiants sont les entrailles de l'Établissement et sont l'essence même de l'actuel gouvernement.

Ministres, des militaires de haut rang - actifs et à la retraite-, des législateurs, des entrepreneurs, des éleveurs, des ambassadeurs, tous avec les mains tachées de sang innocent ; tous fermant les rangs autour du lucre personnel et

du pouvoir, unique horizon de leur travail politique.

Il est nécessaire, aujourd'hui plus que jamais, que, sous les principes du respect pour l'autodétermination et la souveraineté nationale, les gouvernements du monde prennent position à ce sujet. Nous, des hommes et des femmes qui faisons partie de FARC - EP, nous apportons quotidiennement tous nos efforts dans le but d'atteindre une solution politique à ce conflit, de même que tous les Colombiens qui luttent sans repos, depuis toutes les tranchées de la vie quotidienne, pour la paix et la justice sociale.

La participation de la Communauté Internationale dans la recherche d'une vraie paix pour la Colombie - une paix appuyée, nécessairement, par la justice sociale - doit être, nous croyons, de plus en plus décidée et ferme. Nous ne pouvons pas permettre que triomphe l'unilatéralisme de l'actuel gouvernement des Etats-Unis. Nous ne pouvons pas permettre que dans son délire impérial, George W. Bush et ses messieurs de la guerre traînent le monde dans une crise plus profonde que toutes celles que nous connaissons dans l'Histoire de l'Humanité. Nous ne pouvons pas non plus permettre que George W. Bush continue d'envoyer un appui militaire et financier au gouvernement d'Uribe et aux narco-paramilitaires dans notre pays. Il est nécessaire de prendre des mesures multilatérales pour éviter que se répètent des épisodes honteux pour l'humanité : de nouveaux holocaustes commis contre les peuples du monde au nom de la "démocratie occidentale".

Il n'y a pas de démocratie où il y a de la misère, il n' y a pas de paix là où il y a de l'oppression. C'est maintenant que la voix des peuples doit être écoutée ; et la voix du peuple colombien est claire et ferme : nous voulons une paix avec justice sociale, nous ne voulons plus de guerre fratricide, nous ne voulons pas que l'impérialisme étasunien décide ce qui est seulement de la compétence des Colombiens et des Colombiennes.

C'est grâce l'appui des États-Unis qu'aujourd'hui la soit-disant « Sûreté Démocratique » peut soutenir sur un pied la politique répressive d'Uribe. Sous le prétexte que la "démocratie" se trouve sous la menace du "terrorisme" en Colombie, Uribe et son entourage cachent la vraie dimension du conflit. Peut-être que cela vaudrait la peine d'invertir la maxime des propagandistes du régime uribiste et ainsi nous aurions une explication plus proche pour expliquer les craintes qui ont amené ceux qui gouvernent à devenir de plus en plus répressifs et sanguinaires : C'est le *terrorisme* qui est actuellement menacé par la démocratie. Du côté de la vraie démocratie nous sommes la révolte armée, le mouvement révolutionnaire et démocratique qui grandit et qui se fortifie à l'abri de la clandestinité, ainsi que le mouvement populaire de masses ; du côté du terrorisme les narco-paramilitaires sont au pouvoir, en exerçant le Terrorisme de l'État et prenant une quote part de sang de plus en plus élevée à notre peuple.

C'est pourquoi, messieurs les représentants des gouvernements du monde, nous croyons que tôt ou tard les choses recommenceront à être appelées par leur nom, et le détracteur et l'absurdité adjective de "*terroristes*" qu'aujourd'hui nous collent la Maison Blanche et le gouvernement d'Uribe sera inversé, avec toute justice, contre ceux qui aujourd'hui s'abritent derrière pour nier d'une manière bête et absurde l'existence d'un conflit social et armé dans notre pays. Nous sommes une organisation politique militaire, levée en armes contre la violence officielle et à la recherche des transformations sociales profondes qui permettent la croissance économique, politique et sociale de notre peuple, vers la Nouvelle Colombie, la Grande Patrie et le Socialisme.

Ce caractère de force révolutionnaire qui se profile comme option de pouvoir c'est-à-dire une force belligérante, nous a été reconnu dans plus d'une occasion - et par la voie des faits - par différents gouvernements nationaux avec qui nous avons mené le dialogue (les plus récents pendant la période d'Andrés Pastrana, 1998 - 2002), ainsi que par les gouvernements des pays qui ont joué le rôle de garants ou facilitateurs dans ces processus. À chaque instant nous avons démontré remplir extrêmement bien les requêtes pour que le statut social de Belligérant nous soit octroyé.

Nous sommes une Armée Révolutionnaire avec une hiérarchie stable et visible de commandements, avec un projet politique révolutionnaire ; nous nous érigeons comme option du pouvoir politique et, surtout, nous avons de claires

Colombie : "Il n'y a pas de démocratie là où il y a de la misère, il n' y a pas de paix là où il y a de l'oppression"

propositions pour entreprendre un processus de réconciliation entre les Colombiens et pour reconstruire notre patrie d'après la volonté populaire.

Nous sommes sûrs que votre collaboration avec la paix pour la Colombie sera un geste de dimensions historiques pour la paix mondiale.

Nous remercions d'avance pour son attention et nous espérons avoir exposé avec clarté nos idées. Recevez nos salutations respectueuses.

Attentivement,
Raul Reyes

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi.